

**MUNICIPALITÉ DE PAPINEAUVILLE
MRC DE PAPINEAU
PROVINCE DE QUÉBEC**

**SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL
21 JANVIER 2019
PROCÈS-VERBAL**

Séance extraordinaire du conseil municipal de la municipalité de Papineauville, tenue le 21 janvier 2019 au 188, rue Jeanne-d'Arc à 19h00.

Ordre du jour :

1. Administration

- 1.1 Ouverture de la séance
- 1.2 Appel nominal
- 1.3 Constatation de l'avis de convocation
- 1.4 Adoption de l'ordre du jour
- 1.5 Adoption du règlement sur le budget 2019
- 1.6 Adoption du plan triennal d'immobilisations 2019-2020-2021
- 1.7 Questions sur le budget 2019

2. Levée de la séance

- 2.1 Levée de la séance spéciale sur le budget

1.1 2019-01-28 OUVERTURE DE SÉANCE EXTRAORDINAIRE

Monsieur le Maire, Christian Beauchamp constate qu'il y a quorum et déclare l'ouverture de la séance à 19H00, devant 4 personnes.

1.2 APPEL NOMINAL

À cette séance du Conseil, les élus suivants étaient présents :

Monsieur le maire Christian Beauchamp
Monsieur le conseiller Michel Leblanc, siège no 1
Monsieur le conseiller Paul Gagnon, siège no 2
Monsieur le conseiller Daniel Malo, siège no 3
Monsieur le conseiller Alain Clément, siège no 4
Monsieur le conseiller Laurent Clément, siège no 5
Monsieur le conseiller Jean-Yves Carrière siège no 6

La directrice générale adjointe et secrétaire-trésorière adjointe, madame Hélène Bélanger était aussi présente.

Le Conseil formait quorum et siégeait sous la présidence du Maire, Monsieur Christian Beauchamp.

1.3 2019-01-29 CONSTATATION DE L'AVIS DE CONVOCATION

Madame Hélène Bélanger, directrice générale adjointe et secrétaire-trésorière adjointe confirme qu'un avis de convocation a été signifié à tous les membres du conseil et ce en conformité avec le code municipal du Québec. Tous les élus confirment avoir reçu convocation à ladite réunion.

1.4 2019-01-30 ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Il est proposé par Monsieur le conseiller Daniel Malo

Que ce Conseil adopte l'ordre du jour tel que déposé. Tous les membres du conseil étant présents, et en conformité avec l'article 153 du Code municipal du Québec, acceptent l'ajout des points suivants :

- 1.8 Autorisation de versement des soutiens financiers 2018 à la Corporation des Loisirs et au rendez-vous des Arts
- 1.9 Fonds affectés : autorisation d'écriture comptable
- 1.10 Octroi de contrat à la firme d'urbanisme : Infra Planification urbaine
- 1.11 Offre de service- Mandat à LPT Environ Inc. pour la réalisation d'une expertise à la marina

M. Christian Beauchamp, Maire, demande si l'adoption de cette résolution est unanime.

Résolution adoptée à l'unanimité des conseillers présents.

1.5 2019-01-31 ADOPTION DU RÈGLEMENT 2019-001 SUR LE BUDGET 2019

ATTENDU que l'avis de motion concernant l'adoption de ce règlement a été dûment donné durant la séance du 12 novembre 2018;

ATTENDU qu'une copie du présent règlement a été remise aux membres du conseil au plus tard deux jours juridiques avant la présente séance, que tous les membres présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture;

ATTENDU que la directrice générale adjointe et secrétaire-trésorière adjointe mentionne que ce règlement a pour objet l'imposition des taxes foncières, taxes spéciales, compensations pour la cueillette des ordures et des matières recyclables, du service d'aqueduc, d'égout et assainissement des eaux et des modalités de paiement des taxes et compensations pour l'année financière débutant le 1^{er} janvier 2019.

Il est proposé par Monsieur le conseiller Alain Clément

Que ce Conseil adopte le règlement 2019-001 sur le budget 2019 et modalités de paiement des taxes et compensations.

M. Christian Beauchamp Maire demande si l'adoption de cette résolution est unanime.

Résolution adoptée à l'unanimité des conseillers présents.

**MUNICIPALITÉ DE PAPINEAUVILLE
MRC DE PAPINEAU
PROVINCE DE QUÉBEC**

RÈGLEMENT 2019-001

BUDGET 2019

Concernant l'imposition des taxes foncières, taxes spéciales, compensations pour la cueillette des ordures et des matières recyclables, du service d'aqueduc, d'égout et assainissement des eaux et des modalités de paiement des taxes et compensations pour l'année financière débutant le 1^{er} janvier 2019.

ATTENDU que ce conseil se doit de prélever, par l'imposition de taxes, les sommes nécessaires aux dépenses d'administration, d'entretien, d'amélioration et pour rencontrer les différentes obligations de la municipalité ;

ATTENDU que les prévisions budgétaires pour l'année financière débutant le 1^{er} janvier 2019 s'établissent comme suit, à savoir:

REVENUS

Revenus de sources locales (taxes)	2 816 339 \$
Paiements tenant lieu de taxes	276 087 \$
Transferts	133 306 \$
Autres revenus	202 696 \$
Imposition des droits.....	82 540 \$
Amendes et pénalités	5 000 \$
Intérêts	25 000 \$
Autres	11980 \$
Total des revenus	3 552 948 \$

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Administration générale	809 020 \$
Sécurité publique.....	406 373 \$
Transport.....	832 625 \$
Hygiène du milieu.....	505 719 \$
Santé et bien-être.....	750 \$
Aménagement, urbanisme et développement.....	159 085 \$
Loisirs et culture	330 966 \$
Frais de financement.....	124 946 \$

Total des dépenses de fonctionnement..... 3 169 484 \$

EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT..... 383 464 \$

REMBOURSEMENT DE LA DETTE..... 264 405 \$

AFFECTATIONS..... 119 059 \$

SURPLUS OU DÉFICIT..... 0 \$

ATTENDU que l'avis de motion concernant l'adoption de ce règlement a été donné durant la séance du 12 novembre 2018;

En conséquence, le conseil ordonne et statue par le présent règlement ainsi qu'il suit, à savoir :

Article 1 PRÉAMBULE

Le préambule soit et est partie intégrante de la présente résolution.

Article 2 DÉFINITIONS

Dans le présent règlement, les codes d'activités économiques sur les taxes de services sont définis de la façon suivante :

1. **Agricole paroisse** : un établissement où est exercé une activité agricole à l'intérieur des limites de la paroisse, tels que la culture du sol et des végétaux, son utilisation à des fins sylvicoles ou l'élevage et la garde d'animaux autres que domestiques.
2. **Agricole village** : un établissement où est exercé une activité agricole à l'intérieur des limites du village, tels que la culture du sol et des végétaux, son utilisation à des fins sylvicoles ou l'élevage et la garde d'animaux autres que domestiques.
3. **Atelier d'usinage** : un établissement dont l'activité principale consiste à exploiter des machines-outils servant à travailler le métal, pour produire des pièces et équipement destinés à être vendus. Sont également inclus les ateliers de fabrication sur mesure et de réparation.
4. **Cabane à sucre** : un établissement dont l'activité principale consiste à fournir des repas à des fins commerciales et où plusieurs des mets servis sont préparés à l'aide de produits de l'érable.

5. **Coiffure village** : un établissement situé à l'intérieur du territoire du village, où l'exploitant y exécute une ou plusieurs des opérations de coiffure suivantes : coloration, coupe, décapage, décoloration, mordançage, ondulation, permanente, shampooing et traitement du cuir chevelu.
6. **Commerce associable à l'habitation** : un établissement où est exercé, par le propriétaire occupant de l'immeuble, une activité professionnelle. Les activités de vente au détail de biens de consommation ainsi que les salons de coiffure sont exclus de cette catégorie.
7. **Commerce de détail** : un établissement dont l'activité principale consiste à vendre au détail des marchandises, généralement sans transformation, et à fournir des services connexes.
8. **Débit de boissons** : un établissement où l'activité principale consiste à vendre des boissons alcooliques destinées à être consommées sur place.
9. **Établissement de loisirs** : un établissement dont l'activité principale consiste à exploiter des installations en plein air ou fermées, ou à offrir des services qui permettent à leurs clients de s'adonner à des sports et à des activités récréatives.
10. **Garage** : un établissement où l'activité principale consiste à fournir des services de réparation et d'entretien mécanique ou de camionnage.
11. **Industrie légère** : un établissement où est exercé une activité industrielle dont l'exercice ne cause pas à l'extérieur des limites de terrain où elle se situe : de vibration, d'émanation de gaz ou de senteur, d'éclat de lumière, de chaleur, de poussière, de fumée ni ne crée aucun bruit plus intense que l'intensité moyenne de bruit normal de la rue.
12. **Industrie lourde** : un établissement où est exercé une activité industrielle à contraintes élevées, nécessitant ou non l'entreposage extérieur et dont l'exercice peut causer à l'extérieur des limites de terrain où est exercé l'activité, des vibrations, des émanations de gaz ou de senteur, des éclats de lumière, de la chaleur, de la poussière, de la fumée ou des bruits plus intense que l'intensité moyenne du bruit normal de la rue.
13. **Lave-auto** : un établissement dont l'activité principale, ou l'une d'entre elles s'il y en a plusieurs, consiste à laver et nettoyer des véhicules automobiles
14. **Nettoyeur** : un établissement dont l'activité principale consiste à fournir des services de nettoyage à sec et de blanchissage.
15. **Poste Canada** : un établissement occupé par un bureau de Poste Canada.
16. **Restaurant et alimentation** : un établissement dont l'activité principale consiste à fournir des services de restauration à des clients qui commandent de la nourriture, ainsi que les établissements dont l'activité principale consiste à vendre au détail une gamme générale de produits alimentaires et divers produits domestiques.
17. **Services professionnels** : un établissement dont l'activité principale repose sur le capital humain et sur l'expertise technique de cette dernière. Elle peut par exemple offrir des services de conseils professionnels, d'enseignement, de conception de produits ainsi qu'une main d'œuvre technique pour différents types de besoins.
18. **Soins de santé** : un établissement dont l'activité principale consiste à dispenser des soins de santé à un bénéficiaire de nature humaine ou animale.

Article 3 TAXES FONCIÈRES À TAUX VARIÉS

Une taxe foncière à taux variés sera imposée et sera prélevée pour l'année fiscale 2019, sur tout terrain, lot ou partie de lot, avec toutes les constructions qui y sont érigées, s'il y a lieu (valeur portée au rôle d'évaluation) de tout ce qu'incorporé au

fonds et défini par la Loi comme biens, fonds ou immeubles tel qu'il suit :

Taux de base résidentiel	0.9551 \$ par 100\$ d'évaluation imposable
Taux 6 logements et plus	1.0531 \$ par 100\$ d'évaluation imposable
Taux terrain vague desservi	1.0108 \$ par 100\$ d'évaluation imposable
Taux commercial	1.1095 \$ par 100\$ d'évaluation imposable
Taux industriel	1.2359 \$ par 100\$ d'évaluation imposable
Taux agricole	0.9951 \$ par 100\$ d'évaluation imposable

Article 4 COMPENSATION POUR DÉCHETS DOMESTIQUES

Une compensation pour l'année 2019, est imposée et payable à la même date que la taxe foncière sur tout logement, maison, résidence, commerce, industrie et autre bâtiment qui bénéficie du service d'enlèvement et transport des ordures, des matières recyclables et des matières compostables.

Cette compensation est fixée sous forme de tarif annuel applicable à une unité pour chacune des catégories de bénéficiaires suivants :

Catégories	Tarifs unitaires
Chaque logement et chalet	141 \$
Commerce de détail	141 \$
Services professionnels	141 \$
Établissement de loisirs	441 \$
Nettoyeur	441 \$
Restaurants, alimentation, cabane à sucre	441 \$
Garages et lave-autos	441 \$
Salon de coiffure, barbiers et esthéticiennes	141 \$
Débit de boissons	441 \$
Soins de santé	441 \$
Industries légères	414 \$
Industries lourdes	803 \$
Agricole village et paroisse	100 \$
Commerces associables à l'habitation	71 \$
Sûreté du Québec	441 \$
Ministère du Transport	441 \$
Poste Canada	441 \$

Note : Pour un salon de coiffure, barbier et esthéticienne à même la résidence, le tarif d'un commerce n'est pas applicable.

Article 5 COMPENSATION AQUEDUC MUNICIPAL

Une compensation est fixée pour l'année 2019 et est imposée et payable à la même date que la taxe foncière sur tout logement, maison, résidence, commerce, industrie, terrain vacant desservi et autre établissement qui bénéficie du service d'eau de l'aqueduc municipal. Cette compensation est fixée sous forme de tarif annuel applicable à une unité pour chacune des catégories de bénéficiaires suivantes :

Catégories	Tarifs unitaires
Chaque logement et chalet	90\$
Commerce de détail	90\$
Services professionnels	90\$
Établissement de loisirs	180\$
Nettoyeur	180\$
Restaurants, alimentation, cabane à sucre	180\$
Garages et lave-autos	150\$
Salon de coiffure, barbiers et esthéticiennes	90\$
Débit de boissons	180\$
Soins de santé	180\$
Industries légères	180\$

Industries lourdes	-
Agricole village et paroisse	180\$
Commerces associables à l'habitation	45\$
Sûreté du Québec	180\$
Ministère du Transport	180\$
Poste Canada	180\$

Note : Pour un salon de coiffure, barbier et esthéticienne à même la résidence, le tarif d'un logement est applicable ainsi qu'une taxe d'eau pour le salon.

Article 6 COMPENSATION ÉGOUT ET TRAITEMENT DES EAUX USÉES

Une compensation est fixée pour l'année 2019 et est imposée et payable à la même date que la taxe foncière sur tout logement, maison, résidence, commerce, industrie et terrain vacant desservi et autre établissement qui bénéficie du service d'égout et traitement des eaux usées.

Cette compensation est fixée sous forme de tarif annuel applicable à une unité pour chacune des catégories de bénéficiaires suivants :

Catégories	Tarifs unitaires
Chaque logement et chalet	200\$
Commerce de détail	
Services professionnels	
Établissement de loisirs	
Nettoyeur	
Restaurants, alimentation, cabane à sucre	
Garages et lave-autos	
Salon de coiffure, barbiers et esthéticiennes	
Débit de boissons	
Soins de santé	
Industries légères	
Industries lourdes	
Agricole village et paroisse	
Sûreté du Québec	
Ministère du Transport	
Poste Canada	
Commerces associables à l'habitation	100 \$

Note : Pour un salon de coiffure, barbier et esthéticienne à même la résidence, le tarif d'un logement est applicable ainsi qu'une taxe d'égout pour le salon.

Article 7 COMPENSATION POUR MESURAGE DES BOUES DES INSTALLATIONS SEPTIQUES INDIVIDUELLES

Une compensation de 15.00\$ sera imposée à toutes unités d'évaluation possédant une installation septique individuelle pour l'année 2019 et payable en même temps que la taxe foncière. Compensation permettant de défrayer les frais de l'employé municipal attiré à cette tâche.

Article 8 TAXE SPÉCIALE RÈGLEMENTS D'EMPRUNT 2004-08-21/2007-06-07 / 2013-008 ET FINANCEMENT POUR CAMIONS DES TRAVAUX PUBLICS

Une taxe spéciale du cent dollars d'évaluation imposable telle que portée au rôle d'évaluation, est imposée et sera prélevée pour l'année fiscale 2019, sur tout terrain, lot ou partie de lot, avec toutes les constructions qui y sont érigées et s'il y a lieu de tout ce qu'incorporé au fonds et défini par la Loi comme biens, fonds ou immeubles, payable en même temps que la taxe foncière selon le tableau détaillé ici-bas.

Dette catégorie résidentielle	0.0830 \$ par 100\$ d'évaluation imposable
Dette 6 logements et plus	0.0661 \$ par 100\$ d'évaluation imposable
Dette terrains vagues desservis	0.0599 \$ par 100\$ d'évaluation imposable

Dette commerciale	0.0696 \$ par 100\$ d'évaluation imposable
Dette industrielle	0.0776 \$ par 100\$ d'évaluation imposable
Dette agricole	0.0599 \$ par 100\$ d'évaluation imposable

Cette taxe spéciale est chargée pour le remboursement en capital et intérêt de l'emprunt de chacun des règlements suivants : 2004-08-21, 2007-06-07 et 2013-008 ainsi que pour l'achat de deux camions pour le service des travaux publics.

Article 9 TAXE SPÉCIALE RÈGLEMENT D'EMPRUNT 2002-05-16

Une taxe spéciale de 0.02555 \$ par 100\$ d'évaluation imposable sur tous les biens fonds imposables du secteur village pour l'année fiscale 2019, payable en même temps que la taxe foncière.

Cette taxe spéciale est chargée pour le remboursement en capital et intérêts de l'emprunt du règlement 2002-05-16.

Article 10 TAXE SPÉCIALE RÈGLEMENT 2003-03-18

Une taxe spéciale de 0.01227 \$ par 100\$ d'évaluation imposable sur tous les biens, fonds imposables, desservis par le service des incendies de la municipalité pour l'année fiscale 2019, payable en même temps que la taxe foncière.

Cette taxe spéciale est chargée pour le remboursement en capital et intérêt de l'emprunt du règlement 2003-03-18 (camions et équipement à incendie).

Article 11 TAXE SPÉCIALE RÈGLEMENT 2005-09-08

Une taxe spéciale de secteur sera imposée en vertu du règlement 2005-09-08 pour le projet du 75^e méridien payable en même temps que la taxe foncière.

Article 12 TAXE SPÉCIALE RÈGLEMENT 2005-09-10

Une taxe spéciale de secteur sera imposée en vertu du règlement 2005-09-10 pour la phase 1 du projet du 75^e méridien payable en même temps que la taxe foncière.

Article 13 TAXE SPÉCIALE RÈGLEMENT 2009-07-011

Une taxe spéciale de secteur sera imposée en vertu du règlement 2009-07-011 pour le prolongement de l'aqueduc sur la route 148 Est et Ouest, chemins Charlebois, Laflamme, Servant, Salomon-Dicaire et rue Lionel payable en même temps que la taxe foncière.

Article 14 TAXE SPÉCIALE RÈGLEMENT 2010-10-006

Une taxe spéciale sera imposée en vertu du règlement 2010-10-006 afin de réaliser des travaux d'aqueduc aux fins de la mise à jour du Plan directeur d'aqueduc soit le bouclage de la rue Elzéar, le surdimensionnement de la conduite du centre communautaire et l'installation d'un poste de surpression d'aqueduc payable en même temps que la taxe foncière.

Article 15 TAXE SPÉCIALE RÈGLEMENT 2011-008

Une taxe spéciale sera imposée en vertu du règlement 2011-008 afin de réaliser des travaux d'aqueduc aux fins de la mise à jour du Plan directeur d'aqueduc soit le bouclage du réseau d'aqueduc sur la rue Viger et le remplacement de deux vannes de réduction de pression payable en même temps que la taxe foncière.

Article 16 TAXE SPÉCIALE RÈGLEMENT 2012-003

Une taxe spéciale sera imposée en vertu du règlement 2012-003 afin de réaliser le pompage des boues déposées au fond et sur les pentes des étangs 1 et 2, incluant la déshydratation, le transport et la disposition des boues de la station d'épuration

payable en même temps que la taxe foncière.

Article 17 TAXE SPÉCIALE RÈGLEMENT 2012-007

Une taxe spéciale sera imposée en vertu du règlement 2012-007 afin de procéder à la mise aux normes du puits existant et la construction d'un 2^e puits pour l'eau potable payable en même temps que la taxe foncière.

Article 18 TAXE SPÉCIALE RÈGLEMENT 2015-002

Une taxe spéciale sera imposée en vertu du règlement 2015-002 afin de procéder à des travaux de réfection des conduites d'aqueduc sur les rues Saint-Julien et Henri-Bourassa sud et payable en même temps que la taxe foncière.

Article 19 TAXE INFRASTRUCTURE

Une taxe spéciale de 0.03 \$ par 100\$ d'évaluation imposable sur tous les biens fonds imposables pour l'année fiscale 2019, payable en même temps que la taxe foncière.

Cette taxe spéciale permettra d'engranger certaines sommes pour faire face aux dépenses en lien avec les infrastructures routières vieillissantes et les bâtiments.

Article 20 MODALITÉS DE PAIEMENT DES TAXES ET COMPENSATIONS

Les taxes et compensations prévues au présent règlement doivent être payées en 1 versement unique lorsque, dans un compte, leur total n'atteint pas 300 \$. La date ultime où peut être fait ce versement est le trentième (30^e) jour qui suit l'expédition du compte.

Si le total des taxes et compensations comprises dans un compte atteint 300 \$ et plus, le débiteur a le droit de payer celles-ci en 4 versements selon les dates ultimes et les montants mentionnés au compte.

Dans le cas où la date ultime d'un versement expire un jour où le bureau municipal est fermé, elle est reportée au 1^{er} jour d'ouverture suivant.

Lorsqu'un versement n'est pas fait dans le délai prévu, seul le montant du versement échu est alors exigible.

Les règles prescrites par le présent article ou en vertu de celui-ci s'appliquent aussi à d'autres taxes ou compensations municipales que la municipalité perçoit.

Les modalités de paiement des versements : argent comptant ou mandat de poste, chèques, paiements au guichet des institutions financières, par internet.

Article 21 INTÉRÊT ET PÉNALITÉ

Un intérêt au taux de 13% + une pénalité de 5% par année seront chargés le 31^e jour après la date de l'envoi du présent compte ou après la date d'échéance de chaque versement.

Article 22 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entrera en vigueur le jour de sa publication conformément à la Loi.

1.6

2019-01-31-1 ADOPTION DU PLAN TRIENNAL D'IMMOBILISATIONS 2019-2020-2021

Il est proposé par Monsieur le conseiller Michel Leblanc

Que ce Conseil adopte le plan triennal d'immobilisations 2019-2020-2021 de la municipalité de Papineauville tel qu'il suit :

SOURCE DE FINANCEMENT :		POSTE BUDGÉTAIRE	2019	2020	2021
	Surplus acc non affecté	23-71000-000			
	Affectations fonctionnement	23-61000-001	6 500 \$		
	Fonds réservés ou affectés	23-81001-000			
	Règlement d'emprunt	23-51000-000	1 133 000 \$	515 000 \$	850 000 \$
	TOTAL DU FINANCEMENT :		1 139 500 \$	515 000 \$	850 000 \$
	<u>DÉPENSES D'INVESTISSEMENTS</u>		2019	2020	2021
	<u>Transport - Voirie :</u>				
	Garage Municipal	23-04000-000	575 000 \$		
	Terrain HLM	23-04000-001	60 000 \$		
	Glissières chemin de la Rouge	23-04003-000	8 000 \$		
	Voiture de services	23-04002-000	40 000 \$		
	Camions travaux publics – F350	23-04002-000		65 000 \$	
	Gainage Route 321	23-05001-000			850 000 \$
	Total transport - Voirie		683 000 \$	65 000 \$	850 000 \$
	<u>Loisirs et culture :</u>				
	Aménagement des parcs municipaux	23-08007-001	450 000 \$		
	Total loisirs et culture		450 000 \$	0 \$	0 \$
	<u>Incendie:</u>				
	Outils de désincarcération	23-03001-000	6 500 \$		
	Camion-citerne	23-03002-000		450 000 \$	
	Total Incendie :		6 500 \$	450 000 \$	0 \$
	TOTAL DÉPENSES D'INVESTISSEMENTS :		1 139 500 \$	515 000 \$	850 000 \$

M. Christian Beauchamp Maire demande si l'adoption de cette résolution est unanime.

Résolution adoptée à l'unanimité des conseillers présents.

1.7 QUESTIONS SUR LE BUDGET

1.8 2019-01-32 AUTORISATION DE VERSEMENT DES SOUTIENS FINANCIERS 2019 À LA CORPORATION DES LOISIRS ET RENDEZ-VOUS DES ARTS

ATTENDU qu'il y a lieu de verser les divers soutiens financiers qui ont été prévus au budget 2019;

Il est proposé par Monsieur le conseiller Laurent Clément

Que ce Conseil autorise les soutiens financiers suivants :

-Corporation des loisirs de Papineauville

Fête d'hiver : 5 000.00\$
Épluchette de blé d'Inde : 1 000.00\$
Noël des enfants : 1 300.00\$

Avec signature d'un protocole d'entente obligeant l'organisme à soumettre un bilan financier ainsi qu'un bilan de l'activité 30 jours après sa tenue.

Les fonds à cette fin seront puisés à même le poste budgétaire 02 70172 690 : subvention Corporation des loisirs de Papineauville.

-Comité des affaires culturelles de Papineauville

Rendez-Vous des Arts : \$ 8500.00 \$

Avec signature d'un protocole d'entente obligeant l'organisme à soumettre un bilan financier ainsi qu'un bilan de l'activités 30 jours après sa tenue.

Les fonds à cette fin seront puisés à même le poste budgétaire 02 70293 996 : Affaires culturelles.

M. Christian Beauchamp, Maire demande si l'adoption de cette résolution est unanime.

Résolution adoptée à l'unanimité des conseillers présents.

1.9 2019-01-33 FONDS AFFECTÉS : AUTORISATION D'ÉCRITURE COMPTABLE

ATTENDU qu'en vertu de la loi et de principes de saine gestion une municipalité peut conserver une partie de l'excédent de l'opération financière pour des projets futurs ou simplement pour se doter d'une marge de sécurité;

ATTENDU qu'une municipalité peut accumuler un excédent de fonctionnement;

ATTENDU que le conseil municipal peut affecter une partie ou même la totalité de cet excédent de fonctionnement à des fins particulières et en réserver les sommes de façon formelle;

ATTENDU que le budget 2019 de la Municipalité de Papineauville prévoit un excédent de fonctionnement à être versé aux divers fonds affectés;

Il est proposé par Monsieur le conseiller Michel Leblanc

Que ce Conseil autorise la direction générale à procéder aux transferts suivants :

03-51000-004	Aqueduc	10 614\$
03-51000-005	Bassin épuration	19 460 \$
03-51000-008	Égout	30 462 \$
03-51000-014	Infrastructures	58 279 \$

M. Christian Beauchamp, Maire demande si l'adoption de cette résolution est unanime.

Résolution adoptée à l'unanimité des conseillers présents.

1.10 2019-01-34 OCTROI DE CONTRAT À LA FIRME D'URBANISME : "INFRA PLANIFICATION URBAINE"

CONSIDÉRANT l'adoption du schéma d'aménagement de la MRC Papineau en date du 21 février 2018;

CONSIDÉRANT que la municipalité de Papineauville est dans l'obligation de se conformer au dit schéma d'aménagement de la MRC Papineau selon l'article 59 de la loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU) ;

CONSIDÉRANT que le service d'urbanisme a besoin de soutien afin de compléter le travail de concordance avec le schéma d'aménagement de la MRC Papineau;

CONSIDÉRANT que la municipalité de Papineauville a demandé à trois (3) différentes firmes de soumettre des offres de services afin de l'aider dans l'élaboration de son nouveau règlement d'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que le soumissionnaire "INFRA planification urbaine" a soumis l'offre de service la moins onéreuse;

Il est proposé par M. le conseiller Daniel Malo

Que la Municipalité de Papineauville entérine l'entente de service soumis par la firme conseil "INFRA planification urbaine" pour un montant de 7 500\$ concernant la révision de son plan d'urbanisme, d'un montant de 12 500\$ pour la révision du règlement d'urbanisme de la municipalité, ainsi qu'un montant forfaitaire de 75\$ de l'heure afin que la municipalité puisse consulter la firme au besoin. Ce dernier montant sera ajusté suite à 75 heures de consultation pour un montant de 65\$ de l'heure.

M. Christian Beauchamp, Maire demande si l'adoption de cette résolution est unanime.

Résolution adoptée à l'unanimité des conseillers présents.

1.11 2019-01-35 OFFRE DE SERVICE-MANDAT À LPT ENVIRO INC. POUR LA RÉALISATION D'UNE EXPERTISE À LA MARINA

ATTENDU qu'il y a lieu d'obtenir une expertise sommaire sur les conséquences et les risques du maintien des contaminants en place sur les activités exercées à la marina;

ATTENDU l'offre de service déposée par LPT Enviro Inc.

Il est proposé par M. le conseiller Jean-Yves Carrière

Que ce conseil autorise une dépense et un déboursé de 4500.00\$ plus taxes à la firme LPT Enviro Inc. pour la réalisation d'une expertise sommaire sur les conséquences et les risques du maintien des contaminants en place sur les activités exercées à la marina.

Les fonds à cette fin seront puisés à même le poste budgétaire 55 70600 001 : Site contaminé - Marina

M. Christian Beauchamp, Maire demande si l'adoption de cette résolution est unanime.

Résolution adoptée à l'unanimité des conseillers présents.

2.1 2019-01-36 LEVÉE DE LA SÉANCE

Il est proposé par Monsieur le conseiller Alain Clément

Que cette séance extraordinaire soit levée à 20h00.

M. Christian Beauchamp, Maire demande si l'adoption de cette résolution est unanime.

Résolution adoptée à l'unanimité des conseillers présents.

RAPPORT DES ENGAGEMENTS DE CRÉDITS

Je soussignée, Hélène Bélanger, directrice générale adjointe et secrétaire-trésorière adjointe de la Municipalité de Papineauville, certifie par la présente que des crédits budgétaires sont disponibles pour les dépenses projetées par le conseil municipal dans ce présent procès-verbal.

Et j'ai signé ce 21 janvier 2019.

Hélène Bélanger
Directrice générale adjointe
Secrétaire-trésorière adjointe

SIGNATURE DES RÉOLUTIONS PAR LE MAIRE

« Je soussigné, Christian Beauchamp, maire de la Municipalité de Papineauville atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal ».

Et j'ai signé ce 21 janvier 2019.

Christian Beauchamp
Maire